

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 10/08/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MESSER FRANCE SAS**

Avenue Paul Girod  
73400 Ugine

Références : 20260728\_RAP\_MESSER\_PSH.odt  
Code AIOT : 0010700307

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2026 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS implanté Avenue Paul Girod 73400 Ugine. L'inspection a été annoncée le 23/07/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE SAS
- Avenue Paul Girod 73400 Ugine
- Code AIOT : 0010700307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MESSER est implantée sur la commune d'Ugine. Elle fabrique et fournit des gaz industriels à la société UGITECH voisine et notamment :

- de l'air comprimé ;
- de l'oxygène pour les fours, la décarburation de l'acier, et l'oxycoupage ;
- de l'azote et de l'argon pour l'inertage et l'AOD.

Le site est implanté dans l'emprise de l'usine UGITECH, en bordure de l'Arly.

L'unité de production est basée sur le principe de la distillation fractionnée de l'air pour produire de l'azote, de l'oxygène et de l'argon.

MESSER dispose, sur le site d'Ugine, de 10 réservoirs de stockage :

- 1 réservoir d'oxygène gazeux (152 m<sup>3</sup>)
- 4 réservoirs d'oxygène liquide (100,5 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 20 m<sup>3</sup>)
- 1 réservoir d'azote gazeux (105 m<sup>3</sup>)
- 2 réservoirs d'azote liquide (19,9 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>)
- 2 réservoirs d'argon liquide (50 m<sup>3</sup>, 32 m<sup>3</sup>)

Les deux réservoirs de stockage d'oxygène liquide de 50 m<sup>3</sup> sont horizontaux ; les autres réservoirs sont verticaux. Selon les déclarations de l'exploitant, le site est classé SEVESO SEUIL BAS pour le stockage d'oxygène (> 200 tonnes).

L'inspection a entrepris une meilleure formalisation des prescriptions relatives aux prélèvements d'eau sur les sites ICPE. Ainsi, il a été demandé à l'exploitant, par courriel, de justifier le besoin annuel de consommation nécessaire au bon fonctionnement du site. Lors de la visite d'inspection, ce point n'a pas été abordé. L'exploitant s'est engagé à répondre sous une semaine.

À l'issue de ces discussions, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire viendra préciser les articles 4.1.1 à 4.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2002.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 10 - Sobriété hydrique
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                            | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Obligations déclaratives - GEREP                             | Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 5  | Sobriété hydrique                                            | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Documents à tenir à disposition : prélèvements, rejets d'eau | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Plan des réseaux  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II | Sans objet        |
| 2  | Données de        | Arrêté Ministériel du 02/02/1998,              | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                                 | Référence réglementaire                               | Autre information |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
|    | prélèvement :<br>compteur                                                         | article 15                                            |                   |
| 3  | Données de<br>prélèvement :<br>respect des<br>volumes<br>prélevables<br>autorisés | Arrêté Préfectoral du<br>03/07/2002, article 4.1.3    | Sans objet        |
| 6  | Sécheresse -<br>applicabilité de<br>l'AM et exemption<br>aux restrictions         | Arrêté Ministériel du 30/06/2023,<br>article 1 et 3   | Sans objet        |
| 7  | Sécheresse -<br>adaptation des<br>restrictions - cadre<br>local                   | Arrêté Préfectoral du<br>07/06/2023, article Annexe 3 | Sans objet        |
| 9  | Déclaration<br>obligatoire en<br>période de<br>sécheresse                         | Arrêté Ministériel du 30/06/2023,<br>article 2 - IV   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) transmis par la société MESSER pour justifier de l'exemption cas 3 à l'arrêté préfectoral du 7 juin 2023 a été jugé largement insuffisant pour permettre de bénéficier de l'exemption.

L'exploitant doit conduire une analyse de ses besoins en eau, lui permettant de proposer un plan d'action d'économie d'eau.

Dans l'attente d'une nouvelle analyse d'un nouveau PSH par l'inspection, la société MESSER doit respecter l'arrêté préfectoral du 7 juin 2023. Notamment, compte tenu de la position en alerte du bassin versant de Val d'Arly-Beaufortin depuis le 5 août 2026, une réduction de 25 % de la consommation doit à présent être appliquée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté le plan dont la référence est 1_2026-Ref-FR-04.09.Doc.2568.<br>Ce plan des réseaux comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'écoulement des eaux pluviales (EP, non polluées),</li> </ul>                                                                                   |

- les eaux vannes,
- les eaux de ruissellement (susceptibles d'être polluées),
- les réseaux de purge et de déconcentration.

Aucun réseau d'eau potable n'est présent sur le site.

L'alimentation en eau industrielle est assurée par Ugitech. L'eau est prélevée dans le Nant Blanc.

Aucun plan de réseau d'alimentation en eau n'est disponible. Le seul point de livraison concerne l'alimentation de la TAR.

Un compteur avec télérelève est installé sur l'arrivée d'eau de la TAR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Données de prélèvement : compteur

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données de prélèvement : compteur

### **Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

### **Constats :**

Il existe un compteur à l'entrée de la TAR. C'est le seul point de livraison d'eau du site. Le compteur est télérelevé.

L'inspection a demandé à consulter le tableau de télérelève.

Indices du compteur :

- 05/04 : index = 33 811
- 29/04 : index = 37 895

Lors de la visite de terrain, l'inspection a relevé l'index du compteur à date. La valeur est de 59 149 (au 29 juillet).

L'exploitant a présenté le télérelevé quotidien. Aucune exploitation de ce document n'est faite en interne.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation : Il convient de mettre en place une analyse des consommations quotidiennes, permettant notamment d'alerter en cas de dérive de consommation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2002, article 4.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

### **Prescription contrôlée :**

La quantité maximale journalière d'eau consommé par l'établissement est de 350 m<sup>3</sup>.

|                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b><br>L'arrêté préfectoral de 2002 fixe une limite de 350 m <sup>3</sup> /j pour la consommation maximum journalière. Cette valeur est respectée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                     |

#### N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li> <li>les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br>Aucune déclaration GEREP n'a été réalisée pour les années 2023, 2024, 2025.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit faire sa déclaration GEREP pour l'année 2025, dans un délai maximal d'un mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 5 : Sobriété hydrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion économe de l'eau - actions pérennes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</li> </ul>                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a répondu au sondage de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en mars 2023 et a sollicité une adaptation des restrictions en période de sécheresse (cas n°3 - prélèvements déjà réduits au minimum).<br>Pour autant, le PSH qui a été transmis la veille de l'inspection ne mentionnait aucune action d'amélioration et aucune disposition constructive pour optimiser la consommation d'eau du site.<br>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'en 2025, la vanne de purge de la TAR a été automatisée et asservie à la conductivité du circuit. Pour autant, il n'a pas été possible d'évaluer le gain sur la |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| consommation.<br>De manière générale, aucun suivi approfondi de la consommation n'a été mis en place, et donc aucune analyse n'a été réalisée.                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant transmettra sous 3 mois une analyse de sa consommation, ainsi que le plan d'action pour une utilisation économe, efficace et durable de la ressource en eau. La réponse apportée devra répondre à l'ensemble des exigences de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 1<br>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.<br>Article 3<br>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :<br>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;<br>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;<br>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><u>Article 1:</u><br>Le volume d'eau total prélevé annuellement par l'établissement Messer est supérieur à 10 000 m3 et les installations qu'il exploite au sein de son établissement de Ugine sont classées sous le régime de l'autorisation. Par conséquent, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/23 sont applicables aux installations exploitées par la société Messer.<br><br><u>Article 3:</u><br>Les installations exploitées par l'établissement Messer ne sont pas nécessaires aux activités visées par le point 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/23.<br>L'exploitant n'a pas fait mention (au travers de son PSH en particulier) de l'utilisation d'eaux réutilisées dans le cadre de son activité industrielle.<br>L'exploitant n'a pas non plus réduit sa consommation d'eau industrielle d'au moins 20% depuis 2018<br>Par conséquent les installations exploitées par la société Messer sont soumises aux dispositions de l'article 2 de cet arrêté ministériel (cadre national - mesures de réduction des prélèvements en |

|                                              |
|----------------------------------------------|
| période de sécheresse).                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 7 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivantes :</p> <p>[...] « les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau. Ces différents éléments seront détaillés dans un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), dont le contenu est fixé par les services de l'État. Ce document est mis à disposition des services de contrôle et devra être mis à jour à minima tous les 5 ans.</p>                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis son PSH la veille de la visite d'inspection. Celui-ci comporte uniquement les informations suivantes :</p> <p>les relevés annuels des consommations pour les années 2023, 2024 et 2025, un ratio consommation/production d'O<sub>2</sub> pour les années 2023, 2024 et 2025. Le PSH est jugé très largement incomplet.</p> <p>Le site ne peut faire l'objet de l'exemption (cas 3) prévue par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2023. Par conséquent, le régime de restrictions s'applique au site.</p> <p>Si l'exploitant souhaite bénéficier de l'exemption (cas 3), un nouveau PSH doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour mémoire, par arrêté préfectoral du 5 août 2026, Madame la préfète a classé le bassin versant Val d'Arly-Beaufortin en situation d'alerte sécheresse. Ainsi, une réduction de 25 % de la consommation nominale doit être appliquée. Des contrôles ultérieurs pourront être réalisés et donner lieu à des poursuites administratives et pénales en cas de non-respect.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 8 : Documents à tenir à disposition : prélèvements, rejets d'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents à tenir à disposition : prélèvements, rejets d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er.                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ensemble des éléments demandés par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit transmettre, dans un délai de trois mois, l'ensemble des informations demandées par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                          |

**N° 9 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.<br><br>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br>Sans objet. Le bassin versant était placé en vigilance au moment de l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |